

L'éducation, prélude au chômage?

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **73 (1981)**

Heft 7-8

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-386070>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'éducation, prélude au chômage?

On considère souvent l'éducation comme un élément décisif pour assurer aux pauvres une part plus importante des richesses de la société. Ainsi, dans bien des pays en développement, l'éducation absorbe une part substantielle des dépenses.

Effectivement, l'éducation paraît ouvrir les mêmes chances à chacun et laisse entrevoir même aux plus pauvres la possibilité d'une mobilité sociale, ce qui devrait favoriser à la longue une répartition plus équitable des revenus.

L'éducation, qui a connu un essor phénoménal en Asie pendant les années soixante, représente dans bien des pays le programme le plus important de gouvernement. Les populations de ces pays sont jeunes et les gouvernements ont réussi à scolariser un nombre d'enfants toujours croissant.

Cependant, il semble que quelque chose ne tourne pas rond. Comme le relève une étude* récemment publiée par le BIT, les emplois les mieux rémunérés continuent d'aller pour la plupart aux nantis et nombre de pays d'Asie se retrouvent aujourd'hui avec une armée de chômeurs instruits sur les bras.

Une théorie contestée

Comment en est-on arrivé là? Les auteurs de l'étude contestent le bien-fondé de la théorie sur laquelle reposent les ambitieux programmes d'éducation.

A l'origine de l'augmentation massive des dépenses de l'Asie pour l'éducation au cours des années soixante, il y avait une constatation simple: un lien direct existait entre les revenus et le niveau d'instruction. Donc, pensait-on, le développement de l'éducation conduirait tôt ou tard à une société plus égalitaire.

Or l'étude a constaté que l'expansion de l'éducation en Asie n'a fait qu'éparpiller de maigres ressources, ce qui fait que le poids du milieu d'origine reste prépondérant dans le partage du gâteau national.

Les auteurs soulignent ce qu'ils appellent les «handicaps multiples» des pauvres, à savoir l'interaction de faibles niveaux de ressources matérielles, de connaissances, d'information, de communication et d'influence.

L'inflation éducative

Ils montrent aussi que, dans des pays où le marché de l'emploi est restreint, l'expansion de l'éducation aboutit à une «inflation éducative».

* P. Richards, M. Leonor: *Education and income distribution in Asia*, étude du Programme mondial de l'emploi, BIT, Genève, 1980 (en anglais seulement).

Loin d'entraîner une désaffection pour l'éducation, le chômage des «instruits» favorise au contraire la soif de niveaux d'éducation plus élevés. La demande entraîne aussi une concurrence plus forte dans le cadre du système scolaire.

Dans beaucoup de pays d'Asie, le problème tient au fait que le secteur public fournit une grande partie des offres d'emploi disponibles et que les gouvernements tendent à baser sur les résultats éducationnels l'attribution d'un emploi, par souci d'impartialité.

Or, lorsque l'éducation est le critère principal de l'attribution d'un emploi, cela favorise l'inflation éducationnelle: des niveaux toujours plus élevés d'instruction sont exigés pour le même poste.

L'éducation constitue alors une méthode individuellement avantageuse mais socialement coûteuse de sélection de candidats susceptibles d'être formés pour un emploi déterminé.

On propose souvent pour résoudre le problème de l'éducation la solution de la formation professionnelle. Mais les auteurs rappellent qu'une mission de l'OIT aux Philippines en 1974 avait indiqué dans son rapport qu'il était généralement admis que la formation professionnelle était impopulaire auprès des étudiants dont la plupart voyaient là un moyen de repêchage pour accéder à l'enseignement supérieur.

On a constaté qu'une bonne partie de ceux qui avaient terminé un stage de formation professionnelle se dirigeaient ensuite vers l'école supérieure, dans une proportion de 82% aux Philippines et de près de 50% en Thaïlande.

Les auteurs de l'étude ajoutent que l'enseignement secondaire professionnel n'est pas une garantie d'emploi et qu'un de ses principaux objectifs n'a pas été atteint en dépit de dépenses accrues et de la prolongation de la durée des études.

Sans doute les établissements de formation professionnelle restent-ils en contact étroit avec les employeurs et disposent-ils d'instructeurs expérimentés, mais leurs efforts sont d'avance voués à l'échec si les meilleurs emplois sont réservés aux diplômés de l'enseignement supérieur.

Deux formes de compétences

La société récompense ceux qui ont des facultés cognitives très développées en leur attribuant des emplois requérant de grandes capacités intellectuelles. Ces emplois sont partout mieux rétribués et plus prestigieux que les emplois requérant des compétences surtout manuelles et psychomotrices.

Ce n'est pas, selon les auteurs de l'étude, que les pauvres n'auront pas ou n'ont pas besoin de compétences manuelles, mais l'enseignement de telles compétences aux dépens du développement des facultés intellectuelles est une politique à courte vue et constitue un gaspillage.

Ce qui est le plus utile aux enfants des pauvres, ce n'est pas l'expérience d'un certain type de compétences manuelles, mais la capacité d'absorber

de nouvelles compétences et d'ajuster les anciennes, ce qui relève davantage de l'intellect.

Des tests effectués en Inde, en Iran et en Thaïlande semblent indiquer que, dans l'ensemble, les enfants de manœuvres et d'ouvriers non qualifiés ont des facultés intellectuelles moins développées que les enfants de cadres ou de membres de professions libérales. Une scolarité de longueur égale ne permettrait pas d'y remédier.

Les indications recueillies aux Philippines tendent certainement à montrer que même si la découverte précoce de talents et de qualités d'assiduité peut en partie combler le handicap des familles à faibles revenus, l'incidence de ces faibles revenus sur les résultats scolaires de l'enfant est énorme.

L'étude relève qu'il existe un rapport très étroit entre les succès scolaires et le haut niveau de réussite éducative, d'une part, et le développement des facultés intellectuelles et l'accès aux emplois les mieux rémunérés, de l'autre.

Le développement d'autres types de capacités, spécialement à l'intention des pauvres, laisse libre aux nantis le champ de la concurrence en matière de facultés intellectuelles. Avec la structure actuelle des rémunérations sur le marché de l'emploi et la nécessité de systèmes éducatifs correspondant à cette structure, il ne faut guère s'attendre que l'expansion de l'éducation permette de rendre beaucoup plus équitable la répartition des revenus.

Handicaps multiples

Les auteurs de l'étude précisent que les divers aspects des handicaps multiples des pauvres sont étroitement liés entre eux: possibilités d'emploi inadéquates, nutrition inadéquate, insécurité, travail des enfants, coût des livres, manque de moyens de lecture à domicile et perspectives d'emploi peu engageantes.

Une modification des systèmes scolaires sera nécessaire, mais elle doit s'accompagner d'autres transformations auxquelles elle ne saurait se substituer.

Aussi longtemps que subsistera la structure hiérarchique des emplois et des revenus, l'accès à l'emploi sera marqué par un climat de concurrence dans lequel les variables scolaires et les capacités prouvées joueront un rôle substantiel. Les auteurs estiment en conclusion qu'en mettant l'accent sur l'adoption d'attitudes différentes, on aboutira presque certainement à des résultats contraires à ceux recherchés; il est aussi très peu probable que ces attitudes soient acceptées par les enfants dont le milieu familial est de toute façon le plus proche des détenteurs actuels des emplois les plus recherchés.